

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'enseignement agricole, à Paris le 25 février 2017.

Monsieur le ministre, je veux d'abord remercier Henri NALLET pour l'initiative qui a été prise de faire dans le Salon de l'Agriculture, une pause ou un temps de réflexion sur l'enseignement agricole. Je veux remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué ou vont contribuer à cette réflexion et à ce colloque sur l'enseignement agricole.

Je sais par expérience l'attachement que les agriculteurs de France portent à cette filière d'enseignement. Mais nous aurions tort de la réduire à simplement la préparation des futurs actifs en agriculture. L'enseignement agricole s'est considérablement diversifié et développé. Ce qui explique son succès, et y compris auprès de familles qui n'avaient pas de lien en particulier avec l'agriculture, mais ont compris que cet enseignement pouvait apporter à leurs enfants une culture, un ancrage avec des pratiques professionnelles, une ouverture, qui pourraient leur permettre de réussir leur vie d'abord de citoyen, et leur vie professionnelle, à travers de nombreux métiers qui sont liés à la ruralité, mais également à l'environnement.

C'est la raison pour laquelle il vous a été confié cette mission de prospective sur ce que peut être l'enseignement agricole, ce qu'il doit être pour les prochaines années. Je salue ici toutes celles et tous ceux qui par leurs témoignages enrichiront encore cette réflexion.

Vous avez eu la gentillesse de rappeler que je connaissais bien l'enseignement agricole, non pas pour y avoir moi-même été élève cela aurait peut-être changé mon destin, et le destin de la France, je veux le croire mais j'ai eu comme élu local, président d'un Conseil départemental, à connaître ce qu'était l'enseignement agricole, et en particulier le lycée de Tulle-Naves, qui a été appelé Edgard-Pisani. Et j'ai une pensée particulière pour Edgard PISANI, qui a eu hélas aussi à faire valoir combien il avait pu apporter à l'agriculture française, parce que c'était jusqu'au terme de sa vie l'objectif qui avait été le sien, même s'il en avait eu beaucoup d'autres.

J'ai aussi une pensée pour Xavier BEULIN, parce qu'hier nous étions rassemblés dans la cathédrale d'Orléans, et lorsqu'il était évoqué son histoire, c'était l'histoire d'un lycéen qui n'était pas d'un lycée agricole, et qui avait été brutalement arrêté dans son parcours, et qui avait repris la ferme familiale alors même qu'il n'avait pas eu la formation qui aurait pu le conduire plus de naturellement à reprendre cette exploitation. Ce qui veut dire que l'on peut arriver dans la profession d'agriculture par de multiples chemins, et pas simplement les lieux de formation de l'enseignement agricole.

Je veux également souligner ce que l'enseignement agricole peut apporter, à la fois pour l'amélioration des techniques professionnelles, et aussi pour l'ouverture des jeunes, et notamment dans le milieu rural. L'enseignement agricole a très tôt compris qu'il avait un devoir, qui n'était pas simplement de former des futurs agriculteurs ou des futurs professionnels, mais de faire que le milieu rural puisse être irrigué par la culture, par l'ouverture d'esprit, et par des pratiques interdisciplinaires tout à fait originales.

Ce qui fait que l'innovation pédagogique a été très largement diffusée dans l'enseignement agricole, et que la réforme des collèges -réforme dont vous avez vu le succès, puisqu'il y a eu des critiques qui lui ont été apportées. Une réforme se mesure toujours au nombre de critiques qui lui ont été adressées, et au silence qui ensuite préside à sa pérennité- a été donc très critiquée. Elle est aujourd'hui appliquée, et je n'ai pas pour l'instant de retours particuliers sur son

est aujourd'hui appliquée, et je n'ai pas pour l'instant de retours particuliers sur son inorganisation ou son impréparation, et elle fait l'unanimité.

Et donc, la réforme des collèges a repris ce que l'enseignement agricole avait déjà introduit : l'interdisciplinarité, le travail par équipes, l'ouverture internationale, l'apprentissage des langues vivantes. Bref, l'enseignement agricole, contrairement peut-être à une idée qui serait répandue en milieu urbain, est un enseignement qui a beaucoup innové, et qui a été marqué par une grande ouverture. Je veux de ce point de vue saluer les directeurs des établissements publics et privés qui ont beaucoup travaillé pour arriver à ce niveau d'excellence.

Les établissements, d'ailleurs, font à la fois des formations initiales, peuvent également accueillir des apprentis, et ont, généralement, tous une ferme, et donc une exploitation. C'est là-aussi une originalité. Nous avons beaucoup d'exploitations agricoles gérées par les lycées qui fournissent des produits et des produits d'appellation. Nous avons également une diversité dans l'activité de ces établissements, puisqu'il y a à la fois l'agriculture, l'agroalimentaire, la forêt, l'environnement, les services à la personne, tout ce qui va fonder le monde rural de demain.

L'enseignement agricole est aussi une voie d'excellence pour notre pays, parce qu'il y a eu l'intégration de la problématique agro-écologique dans les enseignements qui ont été délivrés par ces établissements. C'est pourquoi le ministre de l'Agriculture a voulu que l'enseignement agricole puisse être un facteur de développement, de diffusion de ces techniques agro-environnementales. Là-encore, il y a de l'innovation, il y a de la recherche dans ces établissements, qui permettent justement d'améliorer encore ces techniques.

Ensuite, plusieurs questions ont été posées sur l'avenir de l'enseignement agricole.

Première question : fallait-il que l'enseignement agricole relève du ministère de l'Agriculture ou relève du ministère de l'Education nationale ? Poser cette question c'est déjà y répondre, rien qu'à vous entendre. Bien sûr, le débat n'est pas complètement inutile, parce que d'une certaine façon, le ministère de l'Education nationale a vocation à voir tous les lieux de formation relever de lui. Mais chacun a compris que la spécificité exigeait qu'il y ait un enseignement agricole relevant du ministère de l'Agriculture, et Stéphane LE FOLL a veillé à ce que ce soit toujours le cas.

Deuxième question : fallait-il qu'il y ait des enseignements, enfin, des établissements privés et publics ? Fallait-il qu'il y ait plus pour le public, moins pour le privé, ou l'inverse, plus pour le privé, moins pour le public ? Et s'il y a un domaine où il a pu y avoir consensus, s'il a pu y avoir rassemblement et conciliation, c'est bien l'enseignement agricole, où il y a des établissements privés, où il y a des établissements publics, et tout ce réseau fonctionne en harmonie. Là-encore, le ministère de l'Agriculture, et Stéphane LE FOLL y a veillé, n'a pas voulu avantager tel ou tel secteur, en considérant que c'était le principe d'autonomie qui devait de toute façon l'emporter, avec une cohésion à l'échelle du ministère de l'Agriculture.

Troisième question : y a-t-il des moyens suffisants pour les établissements de l'enseignement agricole ? Jamais assez ! Mais néanmoins, je veux quand même souligner que les crédits dédiés à l'enseignement agricole ont progressé de 10 % sur le quinquennat. Ce qui correspond à une hausse de 150 millions d'euros, pris sur le budget de l'Agriculture. Mais dans les postes que j'avais demandé que l'on crée, les 60.000 postes, il y en a eu 1.000 qui ont été affectés à l'enseignement agricole -aussi bien dans le public que dans le privé- pour des postes d'enseignants, ce qui explique qu'il y a eu 150 classes supplémentaires qui ont été créées dans l'enseignement agricole, que pour d'autres fonctions, je pense aux postes d'infirmiers ou d'infirmières, ou d'assistants. Et il y a eu un effort tout particulier pour doubler la capacité d'accueil des élèves handicapés.

Alors il y aura d'autres progrès à réaliser pour le prochain quinquennat, mais ce sera sur le statut de corps pour les directeurs, par exemple, ou une meilleure connaissance, reconnaissance des efforts des personnels mais je pense qu'ils auront l'occasion de s'exprimer.

Vous avez voulu engager une réflexion sur les prochaines années, et notamment ce que serait l'enseignement agricole en 2025. Ce n'est déjà pas facile de savoir ce qu'il peut être dans le prochain quinquennat, alors 2025, vous m'obligez ! Je vais donc y réfléchir tout au long des prochaines années, pour préparer ma réponse à cette question. Mais je peux d'ores et déjà ouvrir

quelques pistes.

En 2025, l'enseignement agricole doit être toujours un élément de force pour la ruralité. Il doit donc mieux former encore les jeunes pour faire face à tous les métiers et à toutes les activités de la ruralité. Je pense aux métiers liés aux services à la personne, qui vont considérablement se développer dans les prochaines années, je pense à toutes les techniques environnementales, et je pense aussi à toutes les innovations qui peuvent être liées aux pratiques agricoles.

Deuxièmement, je pense qu'il y aura de la part des régions, des grandes régions, à investir massivement dans l'enseignement agricole, aussi bien dans les exploitations, parce qu'elles doivent être des éléments de recherche et de diffusion des meilleures techniques, ce qui a toujours été la force de l'enseignement agricole, et aussi, doit donner des équipements qui permettront de faire venir un certain nombre d'élèves de toute la France. Parce que ce qu'il faut aussi considérer, c'est que nous devons de plus en plus nous adresser, ou vous adresser, aux urbains.

L'enseignement agricole, ce n'est pas fait simplement pour les élèves des territoires ruraux & c'est fait pour les élèves de toute la France. Il y a beaucoup de jeunes dans les quartiers qui veulent eux aussi bénéficier de l'enseignement agricole. Il faut donc les attirer, ce qui suppose des structures d'internat, des accompagnements. Je pense que cela peut être un beau défi pour la cohésion nationale que d'accueillir davantage d'élèves venant de toute la France.

Nous devons aussi faire en sorte qu'il puisse y avoir entre les agriculteurs et les établissements d'enseignement des liens plus forts encore, que les agriculteurs puissent venir dans les établissements d'enseignement, d'abord peut-être eux aussi être des formateurs, et également recueillir de ce qui a été fait dans les établissements un certain nombre de pratiques pour leur propre activité.

Nous devons également avoir un niveau plus élevé de formations, techniciens notamment, pour les industries agroalimentaires, parce que je le rappelle, l'industrie agroalimentaire c'est le premier secteur industriel du pays, et avec des emplois qui ne sont pas délocalisables et qui sont présents sur tous les territoires.

Enfin, il y a la grande question du tourisme. Nous pensons que nous allons encore, à l'horizon 2025, doubler le nombre de touristes qui visitent la France. Ce qui suppose des structures, ce qui suppose aussi des personnels formés. Il y a bien sûr les lycées hôteliers, mais nous savons bien que nous avons besoin, non pas simplement de fournir des personnels pour l'accueil, pour l'hébergement, pour la restauration, mais également pour la mise en valeur du patrimoine, des paysages, et du développement d'un agrotourisme. L'agro-tourisme est un secteur d'avenir pour notre pays.

Il y a aussi tout ce qui relève de l'énergie, de la bio-économie, de la valorisation des déchets. Là-encore, ce sont des domaines dans lesquels l'enseignement agricole doit absolument se développer.

Voilà ce que je pouvais vous dire aujourd'hui. Mais c'est très important que dans ce salon, qui est partagé entre le chagrin, la tristesse d'un côté, liés à la disparition de Xavier BEULIN, liés aussi aux crises qui s'accumulent, et qui ont néanmoins, pour certaines d'entre elles, été surmontées, mais qui est aussi un salon de l'excellence, de la qualité, du succès, de la reconnaissance populaire, il doit y avoir aussi des réflexions. Je pense que c'est un bon principe que le Salon de l'Agriculture puisse ouvrir un certain nombre de thèmes, d'enjeux, de manière à ce que ce ne soit pas simplement une visite, un spectacle qui soit offert -et il est merveilleux- mais que ce soit aussi un certain nombre de propositions qui puissent enrichir le débat public.

C'est ce que vous avez fait, et je voulais ici vous en remercier tout particulièrement, Henri NALLET. Henri NALLET qui a été conseiller agricole de François MITTERRAND, c'est là que je l'ai rencontré, et ensuite, dans des conditions un peu précipitées, ministre de l'Agriculture, plusieurs fois, et qui a toujours porté à l'enseignement agricole, mais plus largement à tout ce qui est lié à l'innovation et à la recherche en agriculture, une attention toute particulière. Il aurait pu être lui-même un chercheur en matière agricole, mais finalement il est encore aujourd'hui à l'initiative de ce colloque. Et donc jamais il n'a éteint sa curiosité et son sens de

la réflexion, parce que c'est un passionné lui aussi de l'agriculture française, et en étant passionné par l'agriculture française, on est passionné par la France.

Merci.